

Le Pakistan peut-il se permettre de perdre le Moyen-Orient ?

Ayesha Siddiq

A la fin de l'année 2015, le Pakistan a refusé d'engager ses troupes au côté de l'Arabie saoudite dans la guerre qu'elle mène au Yémen. Cette décision a suscité l'ire du royaume saoudien qui considère le Pakistan comme l'un des garants de sa sécurité. Elle a également provoqué de nombreux froncements de sourcils dans et hors de la République islamique. Islamabad serait-elle finalement à même de se détacher de Ryad avec laquelle elle entretenait une relation de quasi-dépendance, alimentée en particulier par un lien idéologique fort ? Il est en effet d'usage de considérer que la radicalisation interne du Pakistan est le produit de la diffusion du wahhâbisme depuis l'Arabie saoudite. Pendant des décennies, Ryad a par ailleurs servi de chambre de compensation pour les querelles politiques pakistanaises et les dirigeants pakistanais se sont régulièrement rendus dans le royaume arabe pour obtenir des conseils sous couvert de pèlerinage. Inversement, l'Arabie saoudite se situe depuis longtemps dans une forme de dépendance militaire à l'égard du Pakistan.

Aussi intense soit-elle, cette relation ne justifie cependant pas un soutien inconditionnel de la République Islamique vis-à-vis de l'Arabie Saoudite et des autres monarchies du Golfe. Cela ne signifie pas que le Pakistan veuille rompre sa relation avec Ryad, Abu Dhabi et Doha, mais qu'il entend préserver ses propres intérêts stratégiques. Ceci l'amène, pour des raisons militaires, économiques et de sécurité intérieure, à rechercher des rapports plus équilibrés avec la péninsule arabique. Contrairement à une idée reçue, les relations entre le Pakistan et le Moyen-Orient sont ainsi toujours en cours de définition, même s'il faut garder à l'esprit que la remise en question du lien bilatéral avec l'Arabie Saoudite n'induit aucunement une révolution de la politique extérieure pakistanaise. Après tout, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe ont fortement investi la société pakistanaise pendant des décennies en soutenant l'idéologie et les organisations panislamiques et djihadistes. Certaines de ces institutions restent essentielles pour la communauté militaire pakistanaise, en particulier pour maintenir un certain équilibre stratégique avec l'Inde. Cette influence doit néanmoins être réévaluée à l'aune des évolutions géopolitiques récentes.

L'enjeu militaire et stratégique

Tout Pakistanais a été élevé dans l'idée que le Moyen-Orient est une région essentielle pour le Pakistan. L'État et l'armée ont effectivement donné au pays le rôle de défenseur de l'islam et des autres pays musulmans, en particulier contre la menace incarnée par Israël. En 1951, le premier chef du gouvernement du pays, Liaquat, déclarait ainsi :

« Nous n'avons pas créé le Pakistan pour répandre un peu plus de couleur sur la carte du monde, mais pour servir l'islam et les musulmans, et pour resserrer les liens de la communauté musulmane mondiale »¹.

Cette idée se retrouve à différente reprise dans l'histoire du Pakistan, notamment lors de la guerre du Kippour de 1973, à l'occasion de laquelle le gouvernement pakistanais affirma qu'« une attaque contre le monde arabe équivaut à une attaque contre le Pakistan »². Prononcée par Zulikar Ali Bhutto, premier chef du gouvernement pakistanais élu, cette phrase suggérait que la sécurité de pays comme l'Égypte, la Jordanie et la Syrie était essentielle pour Islamabad. Aux yeux du Pakistan, deux mondes arabes se sont pourtant toujours opposés : l'un proche et l'autre lointain. Cette distinction ne se fonde pas sur des critères géographiques, mais sur l'importance accordée par la République islamique aux différents pays de la région. La partie proche comprend ainsi l'Arabie saoudite, les États du Golfe persique et la Libye, tandis que la Jordanie, la Syrie, le Yémen, l'Égypte et les autres États appartiennent au second cercle. Ainsi la Libye est-elle considérée comme un partenaire important en raison du soutien financier qu'elle apporta pour l'acquisition de yellowcake nécessaire à la fabrication d'armes nucléaires. L'acteur le plus essentiel de ce premier cercle reste néanmoins l'Arabie saoudite, la plupart des autres États du Golfe évoluant dans son sillage idéologique et politique.

Pour ces États proches, la protection militaire du Pakistan semblait acquise, en particulier pour l'Arabie saoudite qui abrite deux des plus importants lieux saints de l'Islam. Le Pakistan est ainsi intervenu en plusieurs occasions au côté de ces pays : en 1969, lors des opérations menées par l'Arabie saoudite au Yémen Nord, en 1979 lors de la prise d'otages de la Mecque ou encore au cours de la guerre du Dhofar, qui eut lieu en Oman de 1964 à 1976. Islamabad a par ailleurs contribué à la formation des armées de la péninsule, de même qu'elle a maintenu sur le territoire saoudien une force de 15 000 hommes durant les années 1970-1980. Plus récemment, le Pakistan n'a jamais cherché à démentir l'idée que son arsenal nucléaire puisse être mobilisé pour défendre Riyad. Au lendemain des essais nucléaires de l'été 1998, le prince héritier d'Arabie saoudite fut d'ailleurs le seul dignitaire étranger autorisé à visiter les installations d'enrichissement nucléaire de Kahuta.

Ce soutien militaire ne manque cependant pas d'ambiguïtés. Sa justification fut en partie financière, car le Pakistan avait besoin de l'aide saoudienne pour son programme de recherche nucléaire. Malgré la position officielle qui consiste à présenter l'arme nucléaire pakistanaise comme une « bombe islamique », des chercheurs comme Frank Barnaby considèrent néanmoins que l'arsenal nucléaire du pays est essentiellement un moyen d'assurer sa propre protection et non celle du monde musulman. L'idée que le Pakistan est le principal défenseur

¹ Mujtaba Rizvi, "Pak-Saudi Arabian relations: An Example of Entente Cordiale", *Pakistan Horizon*, vol. 34, n° 1, 1981, p. 82.

² *Ibid*, p. 85.

des pays de l'islam doit par ailleurs beaucoup à une lecture faussée du siège de la Mecque de 1979. Pour ne pas dévoiler l'implication de l'armée française dans la libération des lieux saints, Riyad insista en effet sur l'action des forces pakistanaises, contribuant ainsi à forger la légende dorée d'un Pakistan au service de la défense de l'islam.

Il ne s'agit pas de nier tout rôle du Pakistan dans la sécurité du Moyen-Orient. Son action repose néanmoins sur une convergence d'intérêts qui pour Islamabad sont d'abord économiques et financiers. En 2011, l'armée pakistanaise fit ainsi recruter des officiers à la retraite par les entreprises de sécurité privées chargées de réprimer la révolte chiite au Bahreïn. L'opération était alors conçue comme lucrative. La guerre actuellement menée par l'Arabie saoudite au Yémen n'est pas perçue de même, notamment parce que le Pakistan est confronté à une dégradation de sa sécurité intérieure. Si les affrontements entre chiites et sunnites y sont anciens, ils se sont effectivement démultipliés depuis les années 1980 et l'intervention des services de renseignements pakistanais, épaulés par la CIA et les services saoudiens, en faveur des mouvements hostiles aux chiites³. Il en résulte d'importants massacres, comme à Karachi en 1998, qui furent longtemps tolérés, jusqu'à l'attaque meurtrière perpétrée contre une école du Peshawar en décembre 2014 qui poussa l'armée pakistanaise à renforcer son action contre les Talibans. Aujourd'hui, une intervention au côté de l'Arabie saoudite tournée indirectement contre l'Iran chiite apparaît ainsi comme le meilleur moyen de favoriser l'éclosion d'une guerre civile.

Ceci explique le refus pakistanais d'intervenir au Yémen, sans qu'il faille y voir pour autant une rupture avec Riyad. Le Pakistan continue de maintenir des troupes en Arabie saoudite et de contribuer à la défense des lieux saints. De leur côté, les Saoud ont réfuté l'hypothèse d'un changement d'alliance au profit de New-Dehli avancée par certains médias indiens et pakistanais. On rapporte ainsi qu'en août 2015, l'Arabie saoudite a décliné une proposition de pacte de défense émise par le gouvernement indien en invoquant ses liens avec le Pakistan⁴. La crainte que l'Inde ne renforce son influence explique d'ailleurs le soin avec lequel Islamabad insiste pour sa part sur l'importance de la sécurité de l'Arabie saoudite. Les deux pays se rejoignent enfin dans leur lutte contre les Talibans et dans leur ambition commune de rétablir la paix en Afghanistan tout en y limitant l'influence iranienne et indienne.

La dépendance financière et politique

Si la politique extérieure du Pakistan apparaît ambiguë, cela tient notamment au fait que les élites pakistanaises sont persuadées de dépendre financièrement de l'Arabie saoudite. Cette idée, érigée au rang de doxa, s'appuie sur trois arguments.

³ Le pays est composé de 97% de musulmans, dont 21% sont chiites.

⁴ Mian ABRAR, "Pakistan First, Saudis Tell India", *Pakistan Today*, 26/8/2015.

En premier vient le soutien financier apporté officiellement au gouvernement. Dès 1943, le roi Abdelaziz ibn Saoud donna 16 000 livres sterling à la Ligue musulmane, parti qui œuvrait alors en faveur de l'indépendance du Pakistan⁵. L'enrichissement de la monarchie grâce au pétrole lui permit d'apporter une aide plus consistante à la République islamique à partir des années 1960. Plus récemment, en 2013, Riyad accorda un prêt d'un milliard et demi de dollars au nouveau gouvernement de Mian Sharif, à un moment où Islamabad en avait particulièrement besoin. L'Arabie saoudite fit même plus en qualifiant ce prêt de don⁶.

Ces sommes doivent cependant être mises en perspective avec celles accordées par d'autres pays. Lors des inondations de 2010, l'Arabie saoudite ne versa que 44 millions de dollars au Pakistan, soit la moitié de l'aide consentie par les États-Unis, et moins que les 50 millions promis par la Grande-Bretagne. L'idée de dépendance est donc à nuancer, même si l'aide financière de l'Arabie saoudite apparaît toujours essentielle car elle intervient également en temps de crise. En mai 1998, Ryad promit ainsi de fournir 50 000 barils de pétrole par jour pour compenser les conséquences des sanctions américaines adoptées à l'issue des essais nucléaires pakistanais.

Le deuxième argument de cette dépendance économique réside dans les remises effectuées par les quelques 2,2 millions de Pakistanais vivant dans le royaume arabe⁷. Elles ont atteint 5,6 milliards de dollars pour l'année budgétaire 2014-2015. Pour autant, et contrairement à l'argument qui veut que le Pakistan ne peut se détacher de l'Arabie saoudite pour des raisons économiques, il convient de souligner que depuis l'époque du général Musharraf, les investissements économiques saoudiens au Pakistan n'ont cessé de diminuer.

Le dernier argument de cette dépendance se trouve dans les connections personnelles qui lient les chefs militaires et politiques pakistanais au monde arabe, en particulier à l'Arabie saoudite et aux Emirats Arabes Unis. Une grande partie des élites a systématiquement investi dans les États du Golfe. Les investissements réalisés par les Pakistanais sur le marché immobilier de Dubaï au cours des trois dernières années dépassent ainsi les 6,6 milliards de dollars⁸. Ceci implique nécessairement que les élites ont intérêt à satisfaire les Saoudiens et les familles royales du Golfe, et il n'est pas surprenant à cet égard qu'Islamabad ait plaidé devant sa propre cour suprême pour permettre aux membres des familles royales arabes de chasser des outardes houbara au Pakistan en invoquant des raisons de politique étrangère⁹.

La dépendance des élites politiques et militaires ne se limite d'ailleurs pas aux questions d'argent ; elle se retrouve dans la place que les monarchies arabes occupent dans les négociations politiques pakistanaises. L'exemple le plus récent concerne le double soutien

⁵ Mujtaba RIZVI, "Pak-Saudi Arabian Relations: An example of Entente Cordiale", *Pakistan Horizon*, vol. 34., n° 1, 1981, p.82.

⁶ Arif RAFIQ, "The Dangerous, Delicate, Saudi-Pakistan Alliance", *Foreign Policy*, 1/4/2015.

⁷ Shah Faisal KAKAR, "KSA-Pakistan Ties Touch New Heights", *Arab News*, 14/8/2015.

⁸ Rohma SADAQUAT, "Indians, Pakistanis Top Lists for Dubai Properties", *Khaleej Times*, 9/9/2015.

⁹ Nasir IQBAL, "Inviting Arabs to Hunt is Pillar of Foreign Policy: Govt", *Dawn*, 18/10/2015.

apporté par l'Arabie saoudite à Pervez Musharraf et à Nawaz Sharif lorsque le premier renversa le second en 1999. Un accord secret entre les deux hommes permit à Sharif et à sa famille de s'exiler en Arabie saoudite pour une période de dix ans.

Il convient néanmoins de souligner que cette influence politique s'inscrit à l'intérieur d'une relation triangulaire qui réunit le Pakistan, les Etats-Unis et les États du Golfe. En effet, nombre d'analystes politiques considèrent que les interventions de Ryad s'effectuent principalement pour le compte de Washington. Ce qui ne peut pas être négocié ou abordé directement par les Américains, l'est par l'intermédiaire des Saoudiens, cette relation triangulaire datant des années 1980, lorsque les services de renseignement des trois pays travaillaient ensemble contre les troupes soviétiques en Afghanistan.

Le lien idéologique

Pendant des décennies, les décideurs pakistanais ont été proches de l'Arabie saoudite. C'est particulièrement vrai depuis les années 1960 et l'ambition affichée par Ryad de former un bloc indépendant de l'Égypte.

Le roi Fayçal était hostile au panarabisme séculier de Gamal Abdel Nasser. Pour le contrer, il créa donc la ligue islamique mondiale et multiplia les institutions caritatives, s'appuyant pour ce faire sur l'arme des pétrodollars¹⁰. De leur côté, les élites pakistanaises voulaient renforcer leur liens avec le Moyen-Orient, afin de détacher leur pays de l'Asie du Sud. S'étant heurté au mépris de l'Égypte, elles n'avaient d'autre choix que de se tourner vers l'Arabie saoudite.

A partir des années 1960, un flot de travailleurs pakistanais gagna donc le Moyen-Orient, ces expatriés devenant, selon l'historien Tahir Kamran, des vecteurs essentiels de la transmission de l'idéologie wahhabite vers le Pakistan¹¹. Dans les années 1970, Zulfikar Alí Bhutto, pourtant partisan du libéralisme et de la laïcité, encouragea pour sa part la pénétration des idéaux saoudiens dans la société pakistanaise. Un accord fut alors signé avec la monarchie arabe pour promouvoir la langue et littérature arabes, notamment à travers la création de madrassas¹². Les années 1980 furent ainsi caractérisée par une multiplication des madrassas deobandi — et par la suite ahl al-hadith —, en particulier dans le sud du Pendjab¹³.

¹⁰ Marie Juul PATERSON, "Sacrilized or Secularized Aid? Positioning Gulf-based Muslim Charities", dans Robert LACEY et Jonathan BENTALL (dir.), *Gulf Charities and Islamic Philanthropy in the 'Age of Terror' and beyond*, Berlin, Gerlach Press, 2014.

¹¹ Tahir KAMRAN, "Salafi Extremism in the Punjab and its Transnational Impact", dans Deana HEATH et Chandana MATHUR (dir.), *Communalism and Globalization in South Asia and its Diaspora*, Londres, Routledge, 2011, p. 37.

¹² "Pakistan: Madrassas, Extremism and the Military", Rapport n° 36 de l'*International Crisis Group*, 29/7/2002, p. 7-8.

¹³ Le terme ahl al-hadith se réfère à une école de pensée islamique proche du wahhabisme saoudien ou du salafisme qui est populaire en Égypte, en Syrie et dans d'autres régions du monde arabe. Le principe

Cette prolifération est généralement perçue comme la preuve d'une influence arabe venue interférer avec une foi populaire plus pacifique, proche du soufisme. Il serait pourtant injuste de désigner les Saoudiens comme les seuls responsables de la radicalisation religieuse du Pakistan. Les idéologies déobandi et ahl al-hadith sont effectivement originaires de la région. Historiquement, c'est ainsi le courant ahl al-hadith, issu du sous-continent indien, qui a alimenté le wahhabisme saoudien.

Les ambitions géopolitiques de Ryad, qui voulait répandre sa propre conception de l'islam pour faire contrepoids au panarabisme séculier égyptien, l'ont conduit à chercher des partenaires dans d'autres régions, notamment dans le monde musulman. Le gouvernement saoudien, en connivence avec des organismes de charité privés, a donc élaboré de véritables campagnes missionnaires ou *dawa*¹⁴. Au Pakistan, les Saoudiens ont ainsi investi les madrassas déobandies, afin d'affaiblir l'influence du courant barelwi, qui se maintenait à distance du patronage saoudien, avant de se tourner vers les madrassas ahl al-hadith. Beaucoup d'organisations militantes, telles le Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP) et ses ramifications diverses, ont été financées directement ou indirectement par ce biais et des personnalités salafistes importantes, comme Oussama ben Laden, avaient des contacts directs avec des organisations militantes déobandies.

Cette extension du réseau des madrassas s'est néanmoins réalisée en connivence avec les militaires pakistanais d'abord mus par le désir de combattre au côté des Etats-Unis lors de la première guerre d'Afghanistan, puis par celui de livrer bataille au Cachemire ou d'affronter l'Inde plus généralement. Pendant des années, ils ont donc autorisé les agences de renseignement arabes et certains individus issus des États arabes « proches », à établir des contacts directs entre ces États et les groupes religieux. La multiplication des financements non contrôlés a ainsi favorisé celle des madrassas et des mosquées déobandies et ahl al-hadith jusqu'à aujourd'hui. Toutes ces institutions religieuses n'ont pas une activité militante, mais elle joue un rôle central dans le développement d'une idéologie qui encourage la violence sectaire.

Conclusion

L'identité musulmane du Pakistan est indéniablement à l'origine d'un lien émotionnel fort avec les États arabes « proches ». Historiquement, le pays s'est rapproché de l'Arabie saoudite afin de se détacher de l'Asie du Sud. Pour autant, l'idée d'une dépendance à l'égard

fondamental, pour tous ces groupes, est la primauté du Coran et des hadiths (les paroles et les actions du prophète).

¹⁴ Nora Derbal, « Notes on the Institutionalized Charity in Jeddah, Saudi Arabia », dans Robert Lacey et Jonathan Benthall (dir.), *Gulf charities and Islamic Philanthropy in the Age of Terror and Beyond*, Berlin, Gerlach Press, 2014.

du royaume arabe doit être discutée, notamment sur le plan financier, car les chiffres ne la confirment pas.

Jusqu'à présent, la relation qui unit le Pakistan à l'Arabie saoudite n'a de plus jamais été sérieusement éprouvée. La volonté de financer son programme nucléaire a conduit le gouvernement pakistanais à rechercher les subsides arabes en contribuant en échange à la défense des pays du Golfe. Islamabad n'a cependant jamais connu de situation comparable à celle d'aujourd'hui, qui voit s'affirmer le risque d'une escalade politique ou militaire entre deux États islamiques majeurs, l'Arabie saoudite et l'Iran.

Même si les liens entre Islamabad et Téhéran se sont distendus depuis 1979, le Pakistan ne peut se permettre un affrontement avec l'Iran à qui il souhaite notamment acheter du gaz et du pétrole. Le président iranien, Hassan Rohani, s'est d'ailleurs rendu au Pakistan en mars 2016, afin de discuter du projet de gazoduc irano-pakistanais. Une confrontation indirecte avec l'Iran risquerait de surcroît d'entraîner un conflit interne au Pakistan, ce qu'Islamabad ne peut envisager. La Chine a récemment promis d'investir dans le développement d'un couloir économique entre les deux pays. Ce projet exige néanmoins le maintien d'une relative stabilité intérieure, notamment dans les provinces du Sind et du Baloutchistan.

Le Pakistan doit donc ajuster sa position traditionnelle aux évolutions géopolitiques en cours. Il n'a aucun intérêt à se laisser entraîner dans un conflit qui favoriserait les affrontements religieux sur son sol et l'essor du militantisme déobandi et ahl al-hadith. Ceci ne veut pas dire qu'il abandonnera complètement l'Arabie saoudite. Mais la paix et la stabilité en Asie du Sud dépendront largement de la capacité du pays à maintenir sa neutralité pour faire face aux défis de demain.